Initiatives ministérielles

5. L'article 39.15 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

39.15(1) Dans le cas où le Conseil rend une ordonnance en vertu de l'alinéa 81(1)c), le commissaire informe immédiatement le détenteur de toutes les licences accordées en vertu de l'article 39 pour toute invention liée à un médicament auquel l'ordonnance a trait de la teneur de l'ordonnance.

(2) Dans le cas où le commissaire annule un brevet sur directive du Conseil délivrée en vertu du paragraphe 80(4), il informe immédiatement les détenteurs de toutes les licences accordées en vertu de l'article 39 pour une invention liée au médicament auquel la directive a trait.

6. Les paragraphes 39.16(5) à (13) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

(5) Dans le cas où une ordonnance est rendue en vertu du paragraphe (4), le commissaire informe immédiatement les détenteurs de toutes les licences accordées sous le régime de l'article 39 à l'égard d'une invention liée à un médicament auquel l'ordonnance a trait de la teneur de l'ordonnance.

7. Les paragraphes 39.17(1) à (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

39.17 (1) Le commissaire tient l'audition visé à l'article 39.16 publiquement à moins qu'il ne soit convaincu par les observations de la personne visée par l'audition que celle-ci risque de subir un préjudice direct, important et précis du fait de la révélation des renseignements ou documents auxquels l'audition a trait.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), les renseignements et documents fournis au commissaire sous le régime de l'article 39.16 sont confidentiels et ne peuvent être sciemment communiqués, révélés ou rendus publics directement ou indirectement sans l'autorisation de la personne qui les a fournis par quiconque a pris connaissance de ces renseignements ou documents pour l'application de la présente loi à moins que ces renseignements et documents ne soient révélés à une audition tenue publiquement par le commissaire sous le régime du présent article.

(3) Le commissaire peut utiliser, pour les fins du rapport visé au paragraphe (4), les renseignements et documents visés au paragraphe (2) qu'il obtient et il peut les communiquer, les révéler ou les rendre disponibles à une personne qui participe à l'application de la présente loi sous son contrôle.

9. Les paragraphes 39.26(1) à (4) sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

39.26 (1) Neuf ans après leur entrée en vigueur, les articles 39.11 à 39.17 sont déferés d'office au comité de la Chambre des communes ou du Sénat ou au comité mixte établi ou désigné à cette fin. Ce comité procède, dès que possible, à un examen complet des dispositions et de l'application de ces articles et, dans l'année qui suit le début de cet examen ou dans le délai supplémentaire que la Chambre des communes peut lui accorder, soumet un rapport au Parlement de cet examen, assorti des recommandations qu'il estime appropriées quant à l'opportunité de maintenir ces articles en vigueur ou de les modifier.

(2) Nulle action ni procédure ne peut être intentée à Sa Majesté du chef du Canada pour indemnisation de quelque préjudice découlant de l'application du paragraphe 39.11(1) ou 39.14(1) à une licence visée par ce paragraphe.

Motion n° 2.

Qu'on modifie le projet de loi C-91 en supprimant l'article 3.

[Traduction]

M. Nowlan: Monsieur le Président, je me contenterai d'un bref rappel au Règlement car je sais que vous voulez en venir au fond du projet de loi que nous n'avons pas vraiment eu la possibilité d'examiner. N'est-il pas normalement nécessaire d'avoir deux ministres à la Chambre pour proposer une motion ou un projet de loi du gouvernement?

M. le Président: La réponse est non. Il se peut, bien sûr, que les députés désirent formuler des commentaires à ce sujet.

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, avant d'entrer dans le sujet, j'aimerais faire remarquer que les députés de l'opposition ont eu beaucoup de mal à se préparer à débattre de cette motion particulière.

Je sais que nous avons exercé des pressions inhabituelles sur le personnel de la Direction des journaux, mais nous n'avons pu faire autrement. Nous n'avons pu faire autrement à cause du gouvernement qui a voulu faire progresser ce projet de loi à toute allure. Il l'a soumis à la Chambre et, après trois heures d'examen, il a imposé la clôture au débat en deuxième lecture. Il l'a envoyé au comité auquel il a imposé des délais, chose que je n'ai jamais vue auparavant.

Du fait qu'il est majoritaire au sein du comité, le gouvernement a réussi à faire adopter une motion qui montre clairement que nous n'avons eu qu'un certain nombre d'heures de débat. Si les députés de l'opposition s'opposaient à l'adoption d'une motion à la Chambre, les ministériels l'auraient adoptée quand même, de telle sorte qu'on aurait fait rapport de l'étude du projet de loi sans avoir entendu un seul témoin.

La tâche a vraiment été ardue, et je présente des excuses aux fonctionnaires de la Chambre si nous les avons surchargés, mais nous n'y pouvions rien. Lorsque le gouvernement décide d'expédier par la force un projet de loi comme celui-ci, il nous faut parfois rester aux aguets toute la nuit simplement pour nous préparer à ce que le gouvernement peut tenter d'imposer à la population canadienne le matin venu. Commençons par rétablir les